



Aide humanitaire : lois de l'urgence

Rony Brauman

Tribune parue dans Le Monde le 17 novembre 1988

Document en provenance du site internet de Médecins Sans Frontières

<http://www.msf.fr>

Tous droits de reproduction et/ou de diffusion, totale ou partielle, sous quelque forme que ce soit, réservés pour tous pays, sauf autorisation préalable et écrite de l'auteur et/ou de Médecins Sans Frontières et/ou de la publication d'origine. Toute mise en réseau, même partielle, interdite.

Lois de l'urgence

MARCO FERRERI aurait-il eu raison de fustiger, dans Y a bon les Blancs, les gesticulations risibles d'adolescents attardés en mal de bonne conscience exotique ? Faut-il au contraire poser les yeux de Chimène sur ces voltigeurs des droits de l'homme qui, au mépris de tous les dangers, volent au secours des humiliés et des offensés ? Pitoyables gogos ou pionniers de la dernière aventure de notre siècle blasé, telle est l'alternative manichéenne dans laquelle se retrouvent trop souvent enfermés les volontaires de l'humanitaire. *

Les inondations au Bangladesh (1) ont offert à nouveau l'occasion de mettre en scène les " héros " et les " gogos ". Secours inadaptés, secouristes perdus, absence de coordination... le bilan est d'autant moins glorieux que les inondations en période de mousson sont la règle et non l'exception dans ce pays. Relevons que c'est l'action des pouvoirs publics bangladeshis qui a, pour l'essentiel, permis de redresser la situation. A peu près au même moment, le cyclone Gilbert balayait l'Amérique centrale : on dénombrait des dizaines de milliers de sans-abris au Honduras, au Salvador et à la Jamaïque. Dans les deux premiers pays, selon un plan déterminé à l'avance avec les différents intervenants locaux (ministères, organisations internationales et privées), les secours s'organisaient rapidement et efficacement.

Dans cette région à haut risque sismique, un examen critique approfondi de l'organisation des secours lors des crises antérieures a permis d'optimiser des moyens toujours limités, et de réduire les conséquences humaines de la catastrophe.

Les reportages télévisés, parce qu'ils se concentrent, sous la pression conjointe de l'audimat et du " timing ", sur les spectacles d'apocalypse, donnent le sentiment que seul un vide sépare le téléspectateur et la victime. Tout se passe dès lors comme si les organisations humanitaires, après avoir jeté un pont sur cet abîme, évoluaient dans les décombres ; comme si tout geste, toute aide, aussi modestes soient-ils, ne pouvaient par définition qu'être profitables à des populations sinistrées.

Vue du terrain, la situation est tout autre. Les gouvernements des pays du tiers-monde existent, et il faut savoir compter avec eux, pour le meilleur et pour le pire. Contourner une bureaucratie envahissante ou se dérober aux attentions de militaires peu scrupuleux, soit. Mais ignorer les structures locales, publiques et privées, les réels efforts de coordination qu'elles accomplissent, c'est se condamner à partir en ordre dispersé et à être bien souvent plus encombrant qu'utile. *

Mais le savoir-faire n'est pas tout, et les urgences ne se résument pas aux catastrophes naturelles. Les famines effroyables qui frappent actuellement le sud du Soudan et le Mozambique nous rappellent que l'instabilité, la guerre, les persécutions politiques et/ou ethniques jouent un rôle majeur dans la genèse des pénuries alimentaires.

Dans ces circonstances, les organisations humanitaires doivent se doter de moyens à la mesure du désastre : personnel expérimenté, moyens de transport et de communication, stocks de nourriture et de médicaments, mise en route rapide de programmes de soins et de prévention. Elles joignent alors leurs efforts, institutions

internationales, gouvernements et organismes privés réunis. Ici cependant, dans le contexte d'une opinion publique étourdie par la surabondance de l'information, le rôle d'aiguillon que peuvent jouer les organisations humanitaires revêt une importance fondamentale.

Cette alarme, nous essayons de la faire retentir pour les Dinkas du sud du Soudan depuis plusieurs semaines. Les résultats sur le terrain sont relativement encourageants, puisque le gouvernement soudanais favorise plus activement les opérations de secours. Mais nous sommes loin du compte, et c'est toute une génération de Dinkas qui aura disparu dans peu de temps, si nous ne parvenons pas à amplifier le mouvement. Ni les énergies, ni le savoir-faire, ni la nourriture ne manquent. Seuls la guerre et l'isolement condamnent ce peuple à une mort quasi certaine. Seule une vaste opération, menée au nom de la communauté internationale, serait à même de venir à bout de ces obstacles devant lesquels nous butons désespérément.

C'est un engagement dans ce domaine que nous attendons avant tout de notre nouveau secrétaire d'Etat à l'action humanitaire : faire valoir devant les instances internationales le droit humanitaire, utiliser les moyens diplomatiques de la France pour transformer en actes les principes dont se réclament désormais tous les pays de la planète, bref prendre au mot les auteurs des scintillantes déclarations de tribune.

A oublier qu'elles sont filles de la démocratie et du premier des droits qui la constituent, la liberté d'expression, les organisations humanitaires risqueraient de céder au vertige technocratique. A omettre de vérifier sur le terrain la pertinence de leur action, elles se réduiraient à une baudruche rapidement dégonflée. C'est toute la passion et la difficulté de notre engagement que d'éviter l'un et l'autre de ces écueils.

Rony Brauman